



ALLOCUTION DE PIERRE MAUROY

Vendredi 1^{er} Septembre 2000

Mes Chers Camarades,

Chacun d'entre nous ici a bien conscience que la question de la décentralisation est au cœur de l'actualité politique. Le problème Corse ~~sur lequel je reviendrais dans quelques minutes~~ y contribue naturellement. Mais pas seulement tant il est vrai que l'aspiration a un pouvoir plus proche et plus efficace est perceptible dans les attentes de l'opinion. Ce constat avait conduit le Premier ministre à me confier la Présidence de la Commission pour l'avenir de la décentralisation laquelle a travaillé et remettra ses conclusions au mois d'octobre.

Droite comme Gauche tout le monde a désormais accepté la décentralisation. Mais chacun cherche à faire entendre sa

2

Contre de consensus = sachant du avenir n'este dans
la lettre de révision -
maes' = corruption de la corruption =
1/2 garder / 1/2 droite - Dites de association
et elles m'ont consensus pas peut
ch. pourtant = nous avons trouvés un accord
notre avons harmonie et trouve un accord
pour la grande majorité (4/5) de nos propositions.

Contre de consensus = sachant du avenir n'este dans
la lettre de révision -
maes' = corruption de la corruption =
1/2 garder / 1/2 droite - Dites de association
et elles m'ont consensus pas peut
ch. pourtant = nous avons trouvés un accord
notre avons harmonie et trouve un accord
pour la grande majorité (4/5) de nos propositions.

différence, ce qui ne facilite pas toujours le consensus sur des positions nouvelles et très fortes. J'espère cependant que nous y parviendrons. En tout cas je pense que les socialistes qui sont les promoteurs de cette immense réforme ont le devoir d'être les premiers dans l'imagination et dans l'audace. Car il est évident que vingt ans après les grandes lois de décentralisation de nouvelles et importantes étapes doivent être franchies.

Le réalisme nous impose en effet d'ouvrir de nouvelles perspectives. Presque partout en Europe l'organisation territoriale évolue. De nouveaux enjeux industriels, économiques, sociaux, culturels exigent de redéfinir les structures anciennes. Presque partout s'imposent la diversité et le mouvement dans les choix d'organisation. Les élus doivent répondre à ces défis et à s'adapter. C'est le sens des propositions que nous ferons je l'espère dans un contexte de consensus. Je me limiterai ici à en donner quelques illustrations.

Un document
pour la
décentralisation
très, est
des centaines
dans l'œuvre
politique et
et à l'échelle
pour la décentralisation
décentralisation
C'est déjà un
grand succès
pour la décentralisation
pour la décentralisation
pour la décentralisation

Mon propos vient pas de vous livrer le
 compte rendu de nos travaux mais de
 souligner les grandes orientations et les difficultés

Du point de vue des structures
 territoriales un vaste mouvement est engagé.
 Les lois sur la coopération intercommunale
 que nous devons à Jean-Pierre
 Chevènement révolutionnent notre territoire. Il
 est désormais possible d'imaginer une France
 organisée autour de quelques milliers de
 communautés de communes, de 140
 communautés d'agglomérations et d'une
 quinzaine de communautés urbaines à
 vocation millionnaire. De tout cela il faudra

l'objectif est la
 réorganisation de
 l'intercommunalité
 à l'horizon 2002
 l'intercommunalité
 est une solution
 pour le succès du
 projet
 l'intercommunalité
 est une solution
 pour le succès du
 projet

Il n'est pas aberrant de maintenir
 trois niveaux d'administration. C'est même la
 situation chez la plupart de nos voisins. Mais
 ma conviction personnelle est que ces
 collectivités devront dans le nouveau
 contexte nécessairement évoluer. J'entends
 bien que les Français sont attachés au
 découpage actuel des régions mais je pense
 que la plupart de ces régions sont trop

De tout cela
 plus efficace

*et beaucoup d'élégance sont pas
assez fortes - (4)*

petites. Elles ont du mal à soutenir la comparaison européenne. Et surtout celles d'entre elles qui ne sont pas appuyées sur un véritable pouvoir d'agglomération n'ont pas les moyens d'une ambition économique à la hauteur des enjeux ni les capacités d'exercer une action redistributrice au sein de leur territoire. J'ajoute que la légitimité des départements serait plus forte dans le cadre de grandes régions. Cela je le dis à titre personnel conscient que nous n'avons pas pu dégager de consensus au sein de ma commission. Nous proposerons cependant de mieux organiser les possibilités d'une meilleure coopération entre régions.

● Quant au département il suscite bien sur des interrogations. Mais celles-ci n'auront pas de portée réelle tant que l'Etat restera organisé au plan départemental. S'il n'est donc pas question de proposer la suppression du département il est en revanche ~~absolument~~ indispensable de lui donner une nouvelle assise démocratique. Le renouvellement ^{politique} ~~pas vers~~ est contradictoire

département - Etat

avec les besoins d'une assemblée moderne
qui ^{doit} ~~a~~ ^{besoin} de définir un programme et
d'être jugée sur des réalisations clairement
identifiables. Le Conseil Général devrait donc
être élu en une seule fois. Quant au canton il
représente aujourd'hui un ^{forme} archaïsme et
j'ajoute une injustice, par la surreprésentation
^{du territoire} rurale qu'il implique. Nous ^{pourrions} ~~devons~~ imaginer
un nouveau ~~imaginer~~ ^{nouveau} mode de
scrutin au niveau ^{d'un secteur} de l'ensemble du
département ^{plus large que le canton} ou à celui des
intercommunalités. Faute de quoi le
département n'aurait pas la légitimité de ses
ambitions et des nouvelles compétences que
nous envisageons de lui transférer.

• Car il reste bien entendu
d'importants gisements de compétence qui
pourraient être mieux exercées au niveau des
collectivités locales. Ceci est vrai par exemple
en matière de constructions universitaires
dans le cadre d'un schéma national. Dans ce
domaine il faudra aussi examiner la question
du transfert du personnel ATOS. Il faudra
initier aussi une large décentralisation

x Luz de Sone
000 000 h,
d'1 cause des
femmes
- Rhone
1.500 000 h -
57 cause des
femmes
- La Meuse
2 500 000 h -
22 cause des
femmes
x partie - 19
partie -
suppression de
département 2 le
travail en exalera
de pour central
cent ^{qui} et
fait ^{un} ^{un}
h 17 h ^{quel} ^{doit}
se di ^{con} ^{des}
chose ^{décentraliser}

~~XXXX~~
pour financer la
directrice de la
compétences
aussi la clarifier
que collectifs
le peut intervenir
puissance
cadre de
Bloc de compétences
d'évaluer par la
loi - Inter-
ventions
rendues, les
travaux
collectifs
+ coopération
doit être des
somme d'effort
p te

culturelle. Il faut donner aux régions un droit
de regard sur la carte sanitaire. On doit aussi
réexaminer la répartition des compétences en
matière d'aide sociale... Je ne vais pas
énumérer nos propositions - Mais à
connaître rapidement maintenant.
J'ajoute cependant que ces ~~XXXX~~

transferts seraient en trompe l'œil s'ils ne
s'accompagnaient pas d'une vision claire du
financement des collectivités locales. Je suis
convaincu que l'une des conditions
essentielles de la libre administration réside
dans la possibilité pour les élus de voter le
taux de l'impôt. Il s'agit donc de s'engager
dans une modernisation de la fiscalité locale
qui ne soit pas un renoncement à ce principe.
Un système de dotations réparties par l'Etat
ne correspond pas à notre tradition. Il faut
donc développer une plus grande imagination
fiscale. ~~XXXX~~ On doit trouver le moyen de reformer
la taxe d'habitation qui reste par excellence
l'impôt des communes. Et pour le reste il
faudra bien réfléchir à une fiscalité moderne
qui alimente la région.

~~1777~~

C. L.

Après 2 années d'attente
attendons une réforme
fiscale c'est le problème
de l'impôt -
la généralisation d'une
de dotations d'état serait une
atteinte au principe de la
décentralisation -

licenciés
des départements

→ attente pour la réforme
coar unifié → cette
suppression auto = nouvelle
cette - / pour une réforme
les ils - se lever contre une
mesure qui est populaire -
Je l'ai dit à l'Assemblée
Pauvres qui vendra le service
notre Coar unifié le mardi
à Paris -

x L'Etat coar unifié → TCA
Coar unifié → Taxe d'habitation
députés / a' voir à la
réf. / avec des propositions
un impôt facultatif
identifiable soit sur
nouveau soit sur l'ancien
impôt d'Etat pour
l'impôt d'Etat pour
l'impôt d'Etat pour

12
diversité des situations locales. C'est ainsi que nous allons proposer d'assouplir les critères de dévolution des compétences en incitant par contrat les collectivités à des délégations mutuelles de compétences.

ρ Toutefois au delà même de la décentralisation il reste à régler des situations singulières. En ce sens je soutiens avec vigueur le plan du Premier ministre pour la Corse. A cette situation exceptionnelle qu'aucun gouvernement jusqu'à ce jour n'a su régler Lionel Jospin pour la première fois apporte une réponse politique d'ensemble... On ne construira pas une république moderne contre ses territoires.

→ Enfin on ne peut concevoir une nouvelle décentralisation sans préciser le statut des élus. La limitation du cumul des mandats et l'application de la parité nous donnent l'occasion d'un renouvellement presque ~~presque sans précédent~~ ^{sans précédent} depuis la Libération ~~du monde~~ des élus locaux. Aussi devons nous être attentifs à l'égalité des chances



d'accès de tout citoyen au mandat électif.
Faute de quoi nous aurons une population
d'élus locaux majoritairement composée de
retraités ~~et de fonctionnaires~~. Notre droit doit
désormais reconnaître le caractère
professionnel de certaines fonctions électives
et notamment celle de Maire de communes
de plus de 2000. Nous envisageons aussi de
proposer l'institution d'un congé électif
permettant la réintégration d'agents du
secteur privé à l'issue de leur mandat. Le
droit à la formation, le reclassement et la
prise en compte de l'expérience élective
feront aussi l'objet de propositions novatrices.

*une volonté de statut de l'élus -
devenir indispensables pour
l'opération de la démocratie -
D'autres points =
la sécurité l'avenir dans la
démocratie =*

p sur just de up'en des best du fapst
 des septembre 1947 - les de répor -

- D'autres questions
- la protection publique municipale
 - transport de la construction
 - et l'entretien des établissements
 - de l'entretien des surfaces - l'aire
 - à la disposition des personnes
 - les objets de - immatriculation de l'entreprise
 - formation professionnelle
 - services d'urgence et de secours
 - services sociaux -
 - les routes -
 - l'ordre social
 - l'emploi au diff'culté
 - au de la police
 - l'achat des
 - aide de logement - M. R.
 - réseaux de ville
 - coopérations - transparence -
 - contrôle de la qualité
 - contrôle budgétaire -
 - dépenses
 - les dépenses de
 - mandat des dépenses de
 - 9 à 10 ans de dépenses
 - au totalité des dépenses

④

Mes chers camarades, ces perspectives de réformes sont importantes. J'aurai amplement l'occasion d'y revenir dans les semaines qui viennent. Mais il ne faut pas donner l'impression que ce débat sur la décentralisation est fait de choix techniques et juridiques. Il est au contraire un test politique de première grandeur à propos duquel les socialistes doivent revendiquer haut et fort leur différence. Il nous reste en effet à imaginer à l'aube ~~à l'aube~~ d'un nouveau siècle les formes d'une nouvelles citoyenneté par une décentralisation complétée et parachevée.

~~Ce processus est complexe tant il est vrai que la décentralisation porte en elle une contradiction ^{la décentralisation} Elle doit répondre à la diversité des situations mais dans un cadre qui ne mette pas en cause l'unité de la nation. Cependant nous tombons pas dans l'excès ; l'unité nationale ne se conjugue pas nécessairement avec l'uniformité. Il est au contraire souhaitable d'imaginer les souplesses qui permettent de faire face à la~~

En delà même de la
décentralisation, il reste
à régler ~~une~~ une situation serif liée :
celle de la Corse -
Nous soutenons le plan du
Premier Ministre - le Bureau National
a été pratiquement supprimé
mardi soir - A cette situation
exceptionnelle pour un pays
jusqu'à présent si sage, loyal
sage, pour la première fois
apporte une réponse politique
bouleversante -

La commission pour la Corse
s'est réunie le 13 septembre
pour adapter des propositions
à la loi pour la Corse - la spécificité
plus forte pour la Corse - la spécificité
Corse - pour en faire - à d'autres
réformes - de l'Europe - la spécificité
basque - la Corse, une femme
pour la Corse, une femme
sage - la spécificité - la spécificité
le rôle - la spécificité - la spécificité
Chaque fois que l'on parle de la
nécessité de prendre le
pays de haut -

Juste avant la prestation
de la Cour sous presse
déclarer le débat -

(11)

- la violence =
la force prise
de toute violence - rendre
les violents plus prudents
de force -
attitude durable à la fois vivante
et d'ailleurs de la lutte armée
sans le passage obligé à toute
évolution institutionnelle -
- dialogue - transparence - sans être
sur la table -
- élever le débat et constater =
sur la réputation des pouvoirs
entre le niveau central et les
niveaux territoriaux a été influé
par ce à l'ordre du jour dans les
discussions européennes = France
Grèce, Italie, Allemagne - Royaume-Uni
- Conclusion -

• Les grands principes -
la République - Mais
y a-t-il des attaches et
le restera

AE

- la République sera un
un des A.B.C. - ~~républicain~~ pour
savoir mais aussi pour
avoir un état très centralisé -
uniformité - le rôle principal
la science, l'adaptation avec le
rôle principal -
l'avenir de la République n'est
pas dans la négation des
territoires par la coopération -